
Prise de parole de M. Grégory Doucet, Maire de Lyon**Journée Nationale de la Résistance
Fresque de la Prison Montluc – Jeudi 25 mai 2023**

(Seul le prononcé fait foi)

- Madame la Sous-préfète, Directrice de Cabinet représentant la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes de la zone de défense et de sécurité sud-est, préfète du Rhône (Emmanuelle Darmon)
- Monsieur le représentant du Gouverneur Militaire de Lyon (Lieutenant-Colonel Corbisier)
- Monsieur le représentant du Général de Corps d'Armée
- Mesdames et Messieurs les membres du Corps Consulaire de Lyon,
- Mesdames et Messieurs les élus,
- Mesdames et Messieurs les représentants des autorités judiciaires,
- Mesdames et Messieurs les représentants des autorités religieuses,
- Monsieur le représentant du Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes,
- Monsieur le représentant de la LICRA,
- Monsieur Roger Gay, Président de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance
- Mesdames et Messieurs les Présidents d'associations,
- Mesdames et Messieurs,

« *Il y a des pays où les gens au creux des lits font des rêves* ». Je voudrais aujourd'hui, en cette Journée Nationale de la Résistance – qui prend un sens très particulier du fait que nous commémorons les 80 ans de l'assassinat de Jean Moulin par la Gestapo ... et les 80 ans de ce qui fut sa plus grande œuvre – à *savoir la mise en place du Conseil National de la Résistance* – les évoquer avec vous.

Leurs rêves.

Nous le savons, d'après les témoignages recueillis, les résistants vivaient avec la peur, « 26 heures par jour ». Certaines heures comptant doubles, nous expliquent-ils. Alors ces rêves, ils ont dû les faire éveillés. Ils les ont partagés. Ils les ont rendus concrets. Et c'est sans doute, ce qu'ils nous ont légué de plus précieux pour vivre aujourd'hui... et concevoir demain.

Comme l'exprime Stéphane Hessel : dans cette époque terrible où la France était occupée et où la mort rôdait, « *il fallait être idéaliste, il fallait même être utopiste, c'était*

une nécessité afin de mobiliser les forces qu'on voulait mettre en action pour aboutir à la victoire contre le nazisme ». Jean Moulin, fils d'un professeur de lettres franc-maçon, dreyfusard, fondateur de la Ligue des droits de l'Homme de l'Hérault, militant radical-socialiste et élu engagé... en avait parfaitement conscience.

Son horizon à lui, Jean Moulin, chef du cabinet du préfet de Savoie d'abord ; avant de devenir sous-préfet à son tour et enfin préfet de l'Aveyron ... c'était la République !

Une République une et indivisible où patrie, nation et état se confondent et qu'il faut servir loyalement pour la servir elle. La République ! Ami de la République espagnole justement, attentif aux revendications ouvrières lorsqu'il fut chef de cabinet de Pierre Cot, le ministre de l'Air ... Jean Moulin était a priori hostile à la violence révolutionnaire. Néanmoins, il considéra lorsque la guerre éclata, que « *la République de 1939 n'avait d'autre réponse à faire que celle que fit la République de 1793* ».

Et lorsqu'après la défaite, il fut révoqué de son poste par Vichy en raison de ses convictions politiques, il s'empressa de se lancer dans un véritable tour de France. Pour répertorier les mouvements qui commençaient à s'organiser. Ce qui lui suffit à comprendre qu'il aurait été fou – *je le cite* – « *fou et criminel de ne pas utiliser, en cas d'action alliée sur le continent, ces troupes prêtes aux sacrifices les plus grands. Eparses et anarchiques aujourd'hui, mais pouvant constituer demain, une armée cohérente de parachutistes déjà en place, connaissant les lieux, ayant choisi leur adversaire et déterminé leur objectif* ».

Vous le savez, telle était aussi la vision du Général de Gaulle, que Jean Moulin sollicita pour obtenir de lui l'ordre de mission d'unir la résistance.

Qui n'était encore à cette heure, selon le mot d'André Malraux qu' « *un désordre de courage, une presse clandestine, une source d'informations, une conspiration pour rassembler ces "troupes" ... qui n'existaient pas encore* ».

C'est cette tentative réussie de relever ce défi gigantesque, dont la première réunion du Conseil National de la Résistance, le 27 mai 1943, est le visage, que l'Histoire – à *juste titre* – a retenue.

C'est ce qui justifie notre rassemblement d'aujourd'hui, presque quatre-vingts ans après, jour pour jour. Devant cette fresque voulue par les habitants du quartier. Pour honorer le symbole unificateur de Jean Moulin et contribuer à la transmission de la mémoire. Je veux leur rendre hommage, tout comme aux deux de mes prédécesseurs qui ont soutenu l'initiative. Je pense à Michel Noir et à Raymond Barre, bien entendu. Et d'autant plus au premier que nous avons eu le privilège de célébrer, l'an passé,

l'anniversaire des trente ans du CHRD. Et qu'il y a entre l'un et l'autre une continuité évidente.

Notre époque a un grand besoin de se référer au passé. Cela n'a échappé à personne : nous vivons dans un temps où des périls qu'on croyait évacués à jamais, se redessinent sournoisement.

Or, le Général de Gaulle, lorsqu'il est venu dans notre cité peu après sa libération, en septembre 1944, nous a attribué un qualificatif qui, depuis, fait notre fierté. Celui de « capitale de la résistance ». « Une très grande ville de notre France, couverte de blessures, éclatante dans son honneur et emportée dans son espérance », a-t-il ajouté ce jour-là.

Ce titre nous le devons, entre autre, aux convergences permises, dès l'origine, par notre position géographique. A la façon, dont, dans les premiers temps de l'occupation, se sont constitués ici de modestes noyaux non conformistes. Dont encore, se sont créés, à l'heure des humbles débuts, à travers la ville, des microgroupes discrets mais résolus, pionniers des combattants de l'ombre.

Avant que le combat clandestin n'associe résidents d'ici et repliés des autres territoires. Résistants venus d'ailleurs et résistants lyonnais, se côtoyant dans les mouvements naissants puis, enfin consolidés. Lyon fournissant ses locaux, ses caches, ses imprimeurs. Les habitants leur connaissance du milieu et leurs relations.

Mais Lyon, en fin de compte, a payé un lourd tribut de souffrances. Tortures après arrestations, déportations, exécutions se sont intensifiées pendant les derniers mois d'occupation. Le fort de Montluc, où se sont entassés des centaines de prisonniers, s'est vidé peu à peu pour le pire : départs vers l'Est ou massacres ...

Il faut rappeler qu'on a découvert d'affreux charniers autour de Lyon après la libération, notamment à Bron, Châtillon-d'Azergues, La Doua, Saint-Genis-Laval, Sathonay-Village.

Sans oublier, qu'en plein centre, place Bellecour, le 27 juillet 1944, les Allemands ont abattu cinq résistants dont les corps sont restés exposés pendant plus de trois heures : Albert Chambonnet, René Bernard, Francis Chirat, Gilbert Dru et Léon Pfeiffer. Comme chacun sait.

Mais « Lyon, capitale de la Résistance », ce n'est pas qu'une médaille à arborer en souvenir des sacrifices passés. C'est aussi un verbe à conjuguer au présent. Et dont nous sommes ensemble les vivants sujets. Parce qu'il y a des dates et des lieux où nous célébrons notre volonté commune de se souvenir et de revivre par le geste, la parole et la pensée, les jours de peine, les tragédies, la délivrance, la résistance. Cela se fait au moyen

de nos porte-drapeaux, de notre comité de liaison. Cela se fait par nos institutions, nos centres de recherche, grâce à nos historiennes, nos historiens et toutes les actrices et acteurs de la mémoire. Parmi lesquelles l'Éducation Nationale, qui joue un rôle fondamental. Merci infiniment aux jeunes des écoles qui sont ici aujourd'hui et à tous ceux qui les encadrent et qui les accompagnent.

J'ai annoncé en préambule que je voulais parler de rêves qui se sont matérialisés grâce à la résistance.

C'est une parole prononcée par Léon Landini, FTP MOI, lorsqu'il est revenu visiter la prison de Montluc, 68 ans après y avoir été torturé et incarcéré, qui peut nous y ramener. Tout comme Jean Moulin – *bien que dans son cas les conséquences auraient été évidemment moindres* – il n'a pas non plus parlé. « *Ce n'était pas de l'héroïsme, c'était cette conviction absolue que nous nous battions pour un monde meilleur. Que les sacrifices que nous consentions, celles et ceux qui viendraient derrière allaient pouvoir en profiter* » a-t-il expliqué à qui l'interrogeait.

Et c'est une chose essentielle qu'il faut retenir, je crois, de ce qui a conféré cette force extraordinaire aux résistants de la seconde guerre. Oui, d'un côté, il y avait, comme le résume Yves Guena, résistant de la France Libre et ancien ministre du Général de Gaulle : « *Un seul combat pour une seule patrie et la volonté que tous les Français bénéficient de la victoire* ».

Mais simultanément, il y avait aussi des combattants qui en plus de la liberté, aspiraient à voir advenir un monde fondé sur beaucoup plus d'égalité que celui qui préexistait au commencement du conflit.

Dès lors, comment ne pas signaler que du premier Conseil National de la Résistance mis sur pied par Jean Moulin et dont a accouché une unité qui nous a permis de triompher ... a aussi découlé le second, dirigé par Georges Bidault. Qui a permis d'écrire un programme, mis en œuvre après la guerre et dont nous bénéficions tous aujourd'hui.

La première version de ce programme du Conseil National de la Résistance, fruit d'un travail intellectuel intense, inspiré par les idéaux notamment du Front Populaire, a été rédigée à l'automne 1943 ; sans doute à Londres. Sous l'impulsion, d'un résistant socialiste nommé Daniel Meyer. Il n'emporta pas immédiatement l'adhésion.

Le CNR était divers dans sa composition, représentatif de tous les mouvements de la résistance, mais aussi des syndicats et de tous les partis politiques qui s'opposaient à l'occupant et à la collaboration.

Ce qui est miraculeux, c'est que des responsables issus de tendances a priori très éloignées – *et qui, il faut le souligner, risquaient leur vie chaque fois qu'ils se rencontraient* – sont parvenus en moins de six mois à un consensus.

Notre action en faveur de la mémoire resterait, à mon sens, très incomplète, si nous ne rappelions pas, au moins un peu, ce qu'il contenait. Car c'est au cœur de ce qui les animait, une grande part de ce pourquoi ils étaient prêts à mettre leur vie en jeu.

A l'unanimité et après six mois de négociations à peine, le compromis politique organisant l'après, présentait ainsi les réformes à venir :

Sur le plan des libertés : le rétablissement du suffrage universel, la liberté de la presse et son indépendance. L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.

Sur le plan économique : une organisation économique assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général. La nationalisation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des compagnies d'assurances et des banques.

Sur le plan social : Le droit au travail et le droit au repos. La garantie d'un niveau de salaire qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine.

Un plan complet de sécurité sociale.

Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours.

La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous.

Incontestablement, c'est parce qu'un tel programme existe et constitue un objectif partagé, que le 6 juin 1944 ... lorsque les alliés débarquent en Normandie, la résistance intérieure organise avec succès l'insurrection sur le sol français.

La République est restaurée au fur et à mesure de l'avancée des troupes. Et ce sont des Français issus de la résistance et non des officiers américains, comme le prévoyait Roosevelt, qui se substituent aux fonctionnaires de Vichy dans les administrations.

Ceci a été rendu possible grâce au rapport de force gagné par De Gaulle soutenu politiquement par le CNR face aux alliés – *qui sans doute, lui auraient préféré le Général Giraud*.

Oui, soutenu par le CNR car quand le général De Gaulle reprend le pouvoir, tout le monde sait ce qu'il va faire : il va appliquer le programme du Conseil National de la Résistance !

Et en effet, entre 1945 et 1947, ce ne sont rien d'autre que les bases de l'état social, tel que nous le connaissons depuis, qui sont ainsi posées. La protection sociale, le droit du travail, les statuts de la fonction publique, les mécanismes de redistribution, la planification, la régulation et le soutien à l'économie et à l'emploi.

En plus de l'honneur retrouvé, du prestige retrouvé, de l'indépendance de la nation, tout cela nous l'avons gagné parce que les mouvements de résistance ont choisi l'unité. L'unité en vue de devenir indispensables à la victoire.

Et – *histoire majuscule dans une histoire considérable* – parce que Jean Moulin a su écouter, dialoguer et convaincre ...

... puis, qu'il n'a pas parlé sous la torture, en dépit d'une souffrance très difficilement imaginable.

Et enfin, parce que des femmes comme Denise Vernay-Jacob, France Péjot, Dominique Domenach-Lallich, Berty Albrecht, Laure Diebold, Marie Hackin, Marcelle Henry, Simone Michelle-Levy, Emilienne Moreau Hevrard, Lucie Aubrac et tant d'autres ont tenu leur place à tous les échelons de la lutte.

Souvenons-nous d'elles, souvenons-nous d'eux.

Je vous remercie.